

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES PEUPLES OPPRIMÉS ET MINORITÉS NATIONALES DES BALKANS

A tous les amis de la „Fédération Balkanique“

L'Administration du journal fait connaître à tous ses lecteurs et amis, que la liste de souscription est déjà mise en circulation dans les villes les plus importantes d'Europe et d'Amérique.

L'Administration est persuadée que les amis et militants convaincus de la fructueuse idée de la Fédération Balkanique — l'Union des libres Républiques des masses travailleuses des Balkans — vont développer le maximum d'efforts pour couronner cette action et lui donner un complet succès.

Ceux de nos amis qui n'ont pas encore reçu de listes, sont priés d'en faire sans retard la demande.

Nous serons reconnaissants aux détenteurs de listes d'organiser la collecte de façon à pouvoir retourner les souscriptions à l'adresse déjà donnée, au plus tard fin avril, date où cette action de souscription et de recrutement d'abonnés doit être complètement close.

Persuadée que ses amis s'acquitteront avec zèle de leur devoir, l'Administration a le plaisir de les saluer et de les remercier à l'avance.

L'Administration de la «Fédération Balkanique»

La Quinzaine Politique

La Conférence navale et la région Méditerranéenne

Ceux qui ont cru que la Conférence navale de Londres engendrerait des résultats concrets, c'est-à-dire, une véritable limitation des armements, étaient des aveugles. Ils ignoraient que la structure politique et sociale du monde présent excluait des décisions de cette matière. Ils pouvaient se souvenir pourtant de l'attitude que les puissances avaient adoptée jadis à Genève, en face des propositions successives de l'U. R. S. S.

Aucune puissance capitaliste ne veut désarmer, et elle a, pour cela, beaucoup de motifs: le développement de son impérialisme; la volonté de garder intact son empire colonial; le ferme propos de maîtriser par la force tout soulèvement ouvrier. C'est ainsi qu'à la Conférence de Londres se sont manifestés en traits lumineux tous les antagonismes impérialistes: celui de l'Angleterre et de l'Amérique, celui de l'Amérique et du Japon, celui de la France et de l'Angleterre, celui de la France et de l'Italie. Ce dernier antagonisme nous intéresse particulièrement, parce qu'il touche à la politique méditerranéenne et balkanique.

La bataille est, aujourd'hui, entre la France et l'Italie dans l'Europe sud-orientale, comme elle fut jadis entre l'Autriche-Hongrie et la Russie tsariste. Le conflit permanent subsiste, mais les protagonistes ont changé. Chacune des deux grandes puissances s'est procuré des alliances: alliance bulgare et protectorat albanais pour l'Italie; alliance yougoslave et alliance roumaine pour la France, encore que la Roumanie ait été parfois hésitante.

Mais les cabinets de Paris et de Rome comptent surtout sur leurs propres forces. Une guerre franco-italienne n'apparaît plus aussi improbable que par le passé. On peut même dire qu'on ne parle d'aucune querelle éventuelle autant que de celle-là. Et voilà pourquoi la France et l'Italie se sont présentées en antagonistes à Londres dès le premier jour. L'Italie revendiquait la parité navale avec sa voisine, et celle-ci la lui refusait en alléguant que si elle lui était accordée, la supériorité en Méditerranée serait acquise aux escadres italiennes qui n'auraient pas d'autre secteur au globe à surveiller.

Le seul mérite de la Conférence, si l'on se dégage de tous les sophismes et de tous les verbiages officiels, aura été de projeter en pleine clarté les oppositions des impérialismes entre eux. La paix méditerranéenne et balkanique n'y aura certainement pas gagné. Ceux qui conservaient des doutes sur la fragilité de cette paix doivent être désormais détrompés.

L'«Entente Démocratique» bulgare et le démêlé Tsankoff-Liaptcheff

On avait annoncé, il y a un mois, après les élections bulgares, que le cabinet Liaptcheff serait remanié à la suite d'une négociation avec le groupe Tsankoff. M. M. Liaptcheff et Tsankoff sont les deux chefs du parti qui se qualifie «l'Entente Démocratique» et qui n'est que de «l'Entente Dictatoriale». C'est M. Tsankoff qui, d'accord avec la haute armée, toute la faction réactionnaire et les Macédoniens autonomistes, a fait le coup d'Etat de 1923 contre Stamboliisky, a décimé les paysans, et a ensuite procédé aux massacres des communistes. Il n'a pas pardonné à M. Liaptcheff de lui avoir succédé, en sollicitant le patronnage de la haute finance et de la diplomatie britanniques. Installé à la présidence de la Chambre, il n'a cessé d'intriguer contre le président actuel du Conseil, qui nourrissait d'ailleurs le même respect que lui-même pour les libertés publiques. Les tractations qui avaient été nouées entre eux dans le milieu de février, ont échoué. Mais pouvaient-elles aboutir? Il ne faut pas oublier que Tsankoff est lié aux Macédoniens Protogérovistes, comme Liaptcheff est lié aux Mikhaïlovistes. Il est, d'ailleurs, impossible de dire si leur antagonisme envenime la querelle entre les Macédoniens de l'ORIM, ou si c'est l'inverse qui se produit.

Au début de mars, le Bureau Central de l'Entente Démocratique a tenu plusieurs séances pour écouter les exposés de M. Tsankoff, de M. Liaptcheff et de M. Bouroff, ministre des Affaires Etrangères. Mais il n'apparaît pas qu'un rapprochement doive résulter de ces conciliabules. Ni sur la politique intérieure, ni sur la politique extérieure les trois leaders de l'Entente ne formulent des idées analogues, et, d'ailleurs, les événements qui se sont produits à la frontière bulgare-yougoslave n'étaient pas propres à les réconcilier entre eux.

Les affaires de bombes

Nul n'ignore que tout dernièrement la convention passée à Pirot en 1929, entre la Bulgarie et l'Etat des Karagéorgévitch, avait été complétée par d'autres arrangements qui concernaient les doubles propriétés et la police de la frontière. En particulier avait été prévue la constitution d'un comité mixte qui statuerait sur les cas litigieux. On avait affecté de croire, et à Belgrade et à Sofia, qu'une ère de pacification allait s'ouvrir. C'était beaucoup s'avancer.

Ni l'impérialisme yougoslave, ni le régime dictatorial bulgare ne peuvent s'accommoder de relations pacifiques. Pour vivre, il faut que l'un et l'autre tiennent toujours leurs ma-

FL 1550

tionalismes en alerte. La Yougoslavie, par ailleurs, écrase ses Macédoniens comme ses autres minorités nationales: Croates, Slovènes ou Monténégrins. Elle alimente aussi dans ses districts frontalières une mentalité de révolte permanente dont les comitadjis de l'ORIM cherchent à tirer parti pour servir l'expansionnisme bulgare de l'Entente Démocratique. Protoguérovistes et Mikhaïloviistes visent également à exploiter les troubles qui se produisent. Par quatre fois au moins dans les derniers jours, à Kotchani, à Pirov, à Kriva Palanka, à Stroumitza, des bombes ont été lancées, qui ont fait des victimes et provoqué à Belgrade une émotion qui se concevait, mais qu'on a exagérée dans un but politique.

Le Comité mixte, dont nous avons parlé plus haut, est entré aussitôt en action. D'après un communiqué qu'on tenait pour officiel, il aurait reconnu que les auteurs des attentats seraient venus de Bulgarie et se seraient, leur geste accompli, réfugiés de nouveau en ce pays. Mais l'Agence Télégraphique Bulgare a démenti cette note en déclarant que le Cabinet de Sofia se refusait à admettre la responsabilité indirecte qui lui était imputée. Les agents diplomatiques de France et d'Italie ont fait une démarche à Belgrade pour recommander le calme, et le ministre yougoslave à Sofia a remis une note de son gouvernement au cabinet Liaptcheff. C'est-à-dire qu'on entre dans une nouvelle phase de tension et de perturbation. Rien ne montre mieux que jamais les

Balkans ne connaîtront la paix sous le régime des querelles d'impérialismes qui est le leur au moment actuel. Le système politico-social, qui s'y prolonge, n'est qu'une préparation à la guerre.

La Roumanie et l'Orient

Le journal roumain «Cuvantul» vient de poser devant le peuple de Roumanie le problème de sa politique extérieure. Cette politique doit-elle se tourner vers l'Orient ou vers l'Ouest? Depuis la fin de la guerre mondiale, le cabinet de Bucarest participe à la Petite Entente qui comprend, avec lui, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie. Il est aussi l'allié de la France, après avoir accompli un tour de valse avec l'Italie. Par là il a pris position contre l'U. R. S. S. qui lui réclame légitimement la Bessarabie.

Mais la Roumanie a-t-elle intérêt à demeurer dans la Petite Entente, au risque d'entrer un jour en conflit avec la Russie Soviétique? Ou bien doit-elle se rapprocher de cette Russie Soviétique au prix de l'abandon de la Bessarabie? M. Poincaré, dans un article récent, montrait la gravité internationale du problème bessarabien. Il n'est qu'un moyen de résoudre ce problème; c'est de consulter les Bessarabiens, dont la réponse, d'ailleurs, ne serait pas douteuse.

Pour l'instant, la question n'est que posée; elle est d'une valeur primordiale.

Paul Louis

Les nouveaux assassinats de la bande d'Iv. Mikhaïloff

L'assassinat de Vassil Poundeff

Mikhaïloff et sa bande sanguinaire continuent d'assassiner leurs adversaires. Ils viennent de tuer en plein jour, dans la capitale bulgare, le rédacteur du journal «Vardar», Vassil Poundeff, et son garde du corps, Stoyan Dimitroff. Profitant de l'aide du gouvernement bulgare, Mikhaïloff continue de faire tomber les têtes de tous les Macédoniens militants qui condamnent son oeuvre criminelle et la présentent telle qu'elle est.

Vassil Poundeff était un de ces militants macédoniens qui stigmatisent sévèrement l'oeuvre antimacédonienne de Mikhaïloff. Après l'assassinat de G. Bajdaroff, Poundeff fut la personnalité la plus en vue dans l'aile Protoguéroviste de l'ORIM. Il n'occupait aucun poste dans l'organisation des amis de Protoguéroff. Il n'était ni du Comité Central, ni de la représentation à l'étranger, mais par ses actions et par ses publications et critiques dans le journal «Vardar», contre Mikhaïloff, il faisait beaucoup pour discréditer ce criminel auprès des Macédoniens en Bulgarie et de l'opinion publique bulgare. Il représentait un danger pour la mafia d'Iv. Mikhaïloff. L'argument le plus fort de ce dernier, sinon l'unique, dans sa lutte contre ses adversaires, étant le revolver, le poignard ou la bombe, il en a fait usage pour bâillonner et briser la plume de Poundeff.

L'assassinat de V. Poundeff a produit une profonde impression dans les milieux macédoniens, et parmi les écrivains et journalistes. V. Poundeff n'était pas seulement un militant macédonien; il était aussi un écrivain et un publiciste. L'impression produite par son assassinat a trouvé une vive expression dans les discours prononcés sur sa tombe et dans les protestations publiées dans la presse bulgare. A ces protestations se sont même associés les journaux gouvernementaux. Nous pourrions même dire que les protestations qui ont trouvé place dans les journaux gouvernementaux ont été les plus fortes de la presse bourgeoise. «On tue, comme des chiens dans les rues, les fils les plus en vue de la Macédoine; on anéantit l'action des opprimés», écrivait l'organe central du gouvernement de Liaptcheff, le journal «Democraticheski Zgovor». «L'assassinat de Poundeff est une nouvelle preuve de la décadence du mouvement macédonien; ce n'est peut être qu'en Bulgarie seulement que ces gens font leur sanglant jeu de vengeance...» déclarait le journal banquier «Slovo», le deuxième organe du gouvernement Liaptcheff. «Nous voyons que le gouvernement traite avec les assassins récidivistes; ces meurtres sont impossibles sans l'aide et la protection du gouvernement; ces assassins et le gouvernement se font réciproquement la cour, ils se chuchotent à l'oreille, ils festoient, tandis que, dans le pays, il est défendu de penser librement et honnêtement» disait, dans son discours sur la tombe de Poundeff, M. Tomalevski, au nom de la représentation à l'étranger de l'ORIM de Protoguéroff. «Un grand nombre de Bulgares ne peuvent sortir de chez eux, alors que des assassins notoires se promènent d'une façon provocante dans les rues les plus mouvementées de Sofia...; les assassinats représentent l'opprobre la plus grande de la vie publique bulgare d'aujourd'hui», écrivait G. Koulicheff, député, un des membres les plus connus de l'organisation précitée.

La perfidie des journalistes gouvernementaux est criante. Ils s'indignent des assassinats d'Iv. Mikhaïloff, l'organe exécutif de Liaptcheff et Volkoff, tout en soutenant, d'autre part, de toutes leurs forces, le gouvernement de Liaptcheff, et qualifiant d'agents étrangers tous les citoyens bulgares et macédoniens qui luttent contre ce gouvernement pour la libération du peuple bulgare et macédonien. Les déclarations de Tomalevski et de Koulicheff, en ce qui concerne la connivence du gouvernement bulgare dans les crimes d'Iv. Mikhaïloff, sont caractéristiques en ce sens qu'ils démasquent bien tard cette connivence.

Nous ne pouvons pas douter de la sincérité de ces déclarations de Tomalevski et de Koulicheff, s'agissant en l'occurrence de leur propre tête, de leur propre peau. Nous constatons, cependant, le manque de courage chez eux, puisqu'ils n'en tirent pas les conclusions qui s'imposent. G. Koulicheff est député. Il n'est pas seul dans le Parlement. Il y a encore à côté de lui quatre ou cinq députés macédoniens de l'organisation de G. P. Christoff et Chandanoff. Pourquoi n'élèvent-ils par leur voix au Parlement pour stigmatiser les forfaits d'Iv. Mikhaïloff et pour clouer au pilori M. Liaptcheff et tout son gouvernement?

Nous nous souvenons que Koulicheff avait déposé, il y a quelques mois, une interpellation au Parlement, adressée à Liaptcheff et à Kouleff, ministre de la Justice, sur les assassinats perpétrés dernièrement par Iv. Mikhaïloff dans le département de Pétrich. Cette interpellation a été classée *ad acta* dans les archives du Parlement. Et G. Koulicheff et ses camarades n'ont absolument rien fait pour obliger le gouvernement de Liaptcheff à répondre à cette interpellation. Ils n'ont rien fait pour démasquer ce gouvernement au sein même du Parlement, et pour souligner sa connivence dans l'assassinat des Macédoniens, citoyens bulgares. Ces députés continuent, au contraire, à soutenir Liaptcheff et à lui voter leur confiance...

On peut supposer, avec raison, que ces protestations sont dictées plutôt par la peur de partager eux aussi le sort de leurs amis Protoguéroff, Bajdaroff et Poundeff, car, même en ce moment, les Koulicheff cherchent l'union avec le bourreau Mikhaïloff, avec sa bande. On ne peut pas juger Iv. Mikhaïloff sans juger le gouvernement fasciste bulgare, et sans juger non plus les Protoguérovistes, pour les crimes perpétrés en commun avec Iv. Mikhaïloff ou plutôt sous la direction de ce dernier — au cours des dernières années. Les adversaires d'aujourd'hui d'Iv. Mikhaïloff étaient, il n'y a pas longtemps, ses admirateurs, ses aides les plus grands, ses inspirateurs pour le massacre de plus de mille révolutionnaires, paysans, artisans, ouvriers et intellectuels macédoniens dans la zone bulgare. Ce sont eux qui ont semé le vent, ce sont eux qui doivent récolter la tempête. Le système préconisé par eux, d'exterminer physiquement leurs adversaires, est maintenant appliqué contre eux-mêmes. Comme victimes de ce système sont tombés Alexandroff, Protoguéroff, Bajdaroff et des dizaines de leurs amis. Poundeff est aussi une victime du même système. Il en tombera d'autres encore, jusqu'à l'abolition de ce système, dont le gouvernement fasciste bulgare est l'appui le plus fort. Avec l'abolition du fascisme et l'instauration d'un pouvoir des masses

travailleuses, sera abolie sa création, le fascisme macédonien; et c'est alors seulement que les assassinats de militants macédoniens trouveront leur fin.

Il nous faut rappeler ici que Poundeff lui-même était de ces militants macédoniens qui soutenaient le même système. Loin de nous, certes, la pensée de vouloir mettre sur un et même plan, Poundeff et les différents fascistes et carriéristes dans le mouvement macédonien. Poundeff était un homme qui était sincèrement enthousiasmé pour la libération du peuple macédonien. Il n'est cependant pas allé plus loin que tous ces Macédoniens qui traitaient la question macédonienne comme une question de la race bulgare, dans le sens national et politique. Toutefois, au moment où la politique de l'annexionnisme bulgare fit faillite, il se déclara partisan d'une Macédoine indépendante dans le cadre d'une Fédération Balkanique, pour l'indépendance du mouvement macédonien de libération, pour la lutte révolutionnaire de masse et pour le front unique macédonien et balkanique. Poundeff parlait avec enthousiasme du Manifeste du 6 Mai 1924, avant sa publication (il avait eu l'occasion d'en prendre connaissance du contenu). Mais une fois ce Manifeste publié, et après que Alexandroff et Protogueroff se furent désolidarisés de ce Manifeste et eurent renié leurs signatures, Poundeff se rangea sous leur drapeau. Il ne prit point part aux assassinats des révolutionnaires macédoniens en 1924, mais, plus tard, il était aux côtés du fascisme macédonien. Il collaborait à leur presse, et c'est lui qui, au procès de Milan de l'assassin de Tchaouleff, déposant comme témoin, insulta à la mémoire de ce noble Macédonien en essayant de soutenir l'accusation misérable que Tchaouleff aurait servi une cause étrangère, non macédonienne.

Mikhaïloff a réussi à briser la plume d'un publiciste qui stigmatisait courageusement ses forfaits. Mais cela ne sauvera pas sa misérable cause.

Une sévère critique stigmatise son oeuvre, d'une façon systématique et conséquente. Cette critique remonte à plusieurs années. Et elle ne démasque pas seulement Mikhaïloff et ses camarades, mais aussi son système, ses méthodes et tactiques, ses principes, si l'on peut parler de principes pour sa lutte qui n'a rien de commun avec les vrais intérêts du mouvement libérateur macédonien.

Cette critique est faite avec une conséquence non moins grande contre l'aile de l'ORIM fasciste à la quelle appartenait V. Poundeff — l'aile des amis de Protogueroff.

Cette critique est exercée par notre organisation, cette lutte est menée par l'ORIM Unifiée. Avec le triomphe de nos principes et la réalisation de nos idéals, il sera mis fin aux assassinats des militants macédoniens.

G. Kazanovsky

La nouvelle croisade

Le Père des fidèles du monde entier est en train d'organiser de nouvelles armées de croisés. L'«Osservatorio Romano» invite tous les sujets spirituels du Souverain-Pontife à une grande action contre les «atrocités» perpétrées en l'URSS. Le Pape se rendra personnellement, le 19 mars prt., en l'église de St. Pierre pour adresser à Dieu des prières contre la soi-disant fermeture des églises en Russie et contre le massacre de millions et de millions de chrétiens qui y aurait été perpétré. Et il y exhortera tous les chrétiens du monde entier à se soulever contre cette méchante, cette exécrable Russie des Soviets. Il invite déjà, par une Déclaration, tous les Etats membres de la Société des Nations à constituer une nouvelle Sainte-Alliance pour lutter contre ces «barbaries» de l'URSS, à organiser une nouvelle croisade contre ces nouveaux infidèles.

Les croisades que les différents Papes ont organisés du XI. au XIV. siècle n'ont eu la défense de la chrétienté que comme inique prétexte. Les croisés n'ont fait que piller et massacrer les peuples d'Asie. Les différents Papes n'ont fait qu'appliquer la politique de pillage et de rapine des rois et seigneurs d'Europe.

Le Pape actuel semble aussi vouloir se placer au service des gouvernements impérialistes d'aujourd'hui.

En ce moment où l'on assiste aux déploiements d'efforts extrêmes de la part de tous les Etats impérialistes pour la constitution d'un bloc anti-soviétique, le Souverain-Pontife descend lui aussi dans l'arène pour lancer feu et flamme contre des chimériques persécutions de chrétiens en l'URSS.

Mais, pourquoi les Papes n'ont-ils point protesté, pourquoi n'ont-ils point organisé des prières publiques, lorsque le paysan russe gémissait et saignait sous la botte des tsars? lorsque, comme du bétail entraîné à l'abattoir, les moujiks russes étaient jetés par millions dans les armées des tsars pour être massacrés par millions? C'était là, pourtant, de véritables massacres, de véritables boucheries de chrétiens!!! Lorsque

les tsars faisaient massacrer les paysans russes par millions, ces paysans étaient tout d'aussi bons chrétiens qu'aujourd'hui. Pourquoi les différents Papes ne se sont-ils point élevés contre ces abominations?

Cette Russie des tsars, où les chrétiens étaient effectivement piétinés sous les bottes des seigneurs et massacrés par millions, est aujourd'hui transformée en cette Union Soviétique dans laquelle 170 millions de travailleurs libres vivent sans être abattus à coups de nagaïka ou fauchés par des mitrailleuses et des obus. Cette Russie des tsars, dans laquelle les peuples subjugués ne connaissaient que la cravache, la crosse ou la balle du gendarme, a été transformée en cette Union Soviétique où plus d'une centaine de ces peuples jadis jugulés et férocelement asservis, jouissent de l'indépendance la plus complète. Cette Russie des tsars, où il n'y avait que quelques milliers de seigneurs, et l'immense masse des serfs, leurs esclaves, a été transformée en cette Union Soviétique dans laquelle, pour la première fois, le paysan russe s'est aperçu que lui aussi était un être humain ayant le droit d'occuper sa place au soleil.

Comment donc expliquer ce fait étrange, que le Pape, qui se déclare le représentant de Dieu sur la terre, s'élève contre cette même Russie Soviétique qui a affranchi du plus noir esclavage plus de 170.000.000 de créatures humaines? Comment ne pas en déduire que ces protestations pontificales, faites en ce moment précis sous le fallacieux prétexte de chimériques persécutions de chrétiens et d'églises en l'U.R.S.S., ne constituent qu'un digne complément de toute la politique antisoviétique poursuivie aujourd'hui avec tant d'acharnement par tous les Etats impérialistes d'Europe?

Char

La Convention gréco-turque

Les pourparlers gréco-turcs, qui se poursuivaient depuis longtemps, ont enfin abouti à la conclusion d'une Convention provisoire qui règle des différends économiques et qui doit servir de base à une future Convention politique.

Mais, les questions économiques n'y sont pas non plus entièrement réglées. Elles ne sont que soumises à la décision des membres neutres de la Commission d'échange. Cette décision, qui, d'ailleurs, ne sera point obligatoire pour les deux Etats et qui peut être tout simplement rejetée par eux, doit être portée à leur connaissance dans un délai de six mois. La validité de la Convention dépendra donc de l'acceptation ou du rejet de cette décision.

Examinons la chose d'un peu plus près. Les membres «neutres» de la Commission d'échange, qui doivent arrêter la décision en question, se trouvent sous l'influence de l'Angleterre, et leur décision se conformera donc aux projets politiques de l'Angleterre, c'est-à-dire en tout premier lieu aux préparatifs de la guerre anti-soviétique. Aussi, la décision de ces membres «neutres» aura-t-elle un caractère en faveur de la Turquie, car l'Angleterre devra bien offrir quelque chose à cette dernière pour l'attirer aussi dans le front anti-soviétique. Et l'Angleterre lui offrira des avantages économiques aux dépens de la Grèce. Celle-ci, d'autre part, liée à l'Angleterre à vie et à mort, renonce déjà à la différence entre la valeur des biens abandonnés en Turquie par les réfugiés grecs et celle des biens abandonnés en Grèce par les réfugiés turcs, différence qui, d'après certaines évaluations, s'élève à 95 milliards de drachmes.

Il serait utile de souligner encore, en quelques mots, les raisons qui ont poussé la Grèce à ces énormes concessions. Elles sont: d'abord, l'influence de l'Angleterre, et ensuite, l'augmentation de la force navale de la Turquie par la restauration du croiseur-cuirassé «Goeben», qui modifia en défaveur de la Grèce les proportions des forces navales des deux pays. La Grèce veut, par lesdites concessions économiques, réaliser une Convention politique d'amitié avec la Turquie, laquelle Convention devra être suivie d'un Traité de limitation des armements maritimes. Puis, la Grèce espère aussi empêcher l'émigration des Grecs de Constantinople, ce qui ne peut être atteint que par des relations amicales avec la Turquie. L'importance de ce dernier point est bien clair. La population grecque de Constantinople constitue la base d'une guerre future pour la conquête de Constantinople, pour la réalisation de ce rêve non abandonné d'une «Grande Grèce». Les déclarations de Tsavitsianos sont bien caractéristiques dans cet ordre d'idées: il parla tout ouvertement de la nécessité de la reconquête de la Thrace Orientale.

Telles sont, en quelques mots, les raisons des concessions de la Grèce à la Turquie. Mais, au dessus de tout cela, nous voyons, comme raison principale, la terrible crise

économique en Grèce et l'espoir de sortir de cette crise par une guerre contre l'Union Soviétique.

Les partis et les journaux bourgeois recommenceront à parler à haute voix de la pacifique politique de la Grèce, Venizélos, ce bourreau des masses travailleuses de Grèce, sera de nouveau représenté comme l'ange de la paix aux Balkans. Mais les ouvriers et les masses paysannes pauvres, ainsi que les masses laborieuses des peuples opprimés et des minorités nationales, qui subissent sur leur propre peau les conséquences de cette politique de guerre de Venizélos, ne veulent plus se laisser mener par le bout du nez. Ils savent depuis longtemps déjà à quoi s'en tenir, ils connaissent bien ces manoeuvres politiques de la bourgeoisie et des traités «pacifiques» de guerre.

Ce nouveau pas vers la préparation du bloc anti-soviétique aux Balkans, destiné à allier contre la patrie des travailleurs du monde entier les gouvernements balkaniques à intérêts tellement contradictoires, incitera les masses des Balkans à activer avec plus d'intensité encore leurs efforts pour la constitution de leur bloc, de la Fédération Balkanique des Libres Républiques des Travailleurs.

P—nos

Le procès „des 29“ à Belgrade

Par devant le Tribunal Spécial de la dictature militaire-fasciste de Belgrade commença aux premiers jours de mars le procès contre les 29 ouvriers et intellectuels qui avaient été jetés depuis août 1929 dans les casernes de la prison de la police de Belgrade. Au nombre des accusés se trouvaient *Momtchilo Djordjévitch*, avocat; *Radoslav Ljumovitch*, employé de poste; *Mladen Tchonitch*, étudiant; *Rajko Jovanovitch*, avocat; *Branko Solaritch*, employé de commerce; *Jossip Belontchek*, ouvrier métallurgiste; *Sreten Zoujovitch*, employé de banque; *Bogdan Bilbija*, journaliste; *Veselin Mastecha*, journaliste; *Dr. Laboud Koussopatz*, avocat; *Dr. Milovan Tchelkovitch*, médecin, etc., tous arrêtés et traduits en «justice» pour de la propagande communiste.

L'accusation se basait sur des assertions policières et des «aveux» soutirés par de féroces tortures. Le témoin principal de l'accusation, un certain *Molnar*, un demi-idiot, qui, terrifié par la bastonnade policière avait «avoué» tout ce que l'on avait voulu lui faire «avouer», déposa même avoir distribué des feuilles volantes le 13 août, alors qu'il se trouvait déjà en prison depuis le 1er août!!!

L'instituteur *Brazan Brazanovitch*, et le secrétaire général de la Croix Rouge *Vladimir Nechitch*, également arrêtés et accusés, avaient été assassinés sous les pires tortures par les brutes de la police dictatoriale. On avait arraché à *Brazanovitch*, avec des tenailles, tous les ongles des doigts et des

orteils, puis on lui avait fourré dans la bouche des excréments, et enfin on lui avait enfoncé dans le crâne de gros clous, à coups de marteau. *Nechitch*, après avoir été garrotté, avait été, le 26 août, précipité à bas du 4me étage de l'édifice de la prison policière. C'est ainsi que ces deux héros furent bestialement assassinés parce que, malgré les atroces tortures à eux infligés, ils n'avaient point voulu «faire des aveux» et charger leurs camarades.

Ces horribles bestialités sont la cause principale de ce que la presse du régime garde un profond silence sur ce procès. On veut, par ce silence, éviter que les journalistes étrangers assistent au procès, sachant fort bien que l'on ne pourra point empêcher les accusés de parler de ces tortures monstrueuses auxquelles ils ont été soumis au cours de leur détention de sept mois.

Car tous les accusés avaient été férocelement torturés. On les avait roués de coups avec des nerfs de boeuf, on leur avait brisé les doigts et les membres, on leur avait brûlé la chair avec des cigarettes, on leur avait fourré des excréments dans la bouche.

Un des martyrisés, ne pouvant plus longtemps supporter ces atroces tortures, se coupa les veines du poignet. On continua à le rouer de coups, tandis que le sang jaillissait de sa blessure. On brisa les orteils à l'avocat *Rajko Jovanovitch*.

Le journaliste *Bilbija*, l'étudiant *Miloutinovitch* et le médecin *Dr. Tchelkovitch*, durent être transportés, inanimés, à l'hôpital; on n'osa tout de même pas assassiner cinq personnes d'un et même groupe d'accusés.

Quoique cités devant le Tribunal Spécial, les accusés n'ont point été versés à la prison judiciaire: ils sont toujours encore ramenés à la prison de la police, pour y être maintenus scés des tortures même, ou plutôt surtout pendant le cours du procès.

Ce Tribunal Spécial, qui «juge» actuellement ces «29», a déjà acquis une triste célébrité: au cours de son existence d'une année, il a déjà liquidé 42 procès, prononçant 146 condamnations, dont 2 à morts, et 144 à ensemble 644,5 ans de travaux forcés.

Aussi, les accusés, ainsi que tous les ouvriers et paysans de Yougoslavie n'ignorent point à quoi ils doivent s'attendre de la part de ce Tribunal Spécial chargé d'exécuter les ordres d'*Alexandre Karaguéorgévitch* et de *Peter Jivkovitch*.

Convaincues que seules les larges masses des ouvriers et paysans révolutionnaires pourront arracher leurs combattants des griffes des bourreaux de la dictature, les masses laborieuses de Yougoslavie opposeront à cette activité criminelle du régime une lutte plus âpre et plus énergique encore contre la sanglante dictature militaire-fasciste.

Et, dans cette lutte, elles comptent fermement sur l'appui pleine et entière de l'opinion publique progressive toute entière.

Stjepan Karachévitch

La Société des Nations, les peuples opprimés et les minorités nationales*)

L'attitude de la S.D.N. à l'égard des peuples nationalement opprimés et des minorités nationales des Balkans, est la même que celle observée vis-à-vis des peuples opprimés et minorités dans le monde entier.

Il n'en pouvait, d'ailleurs, en être autrement.

Les principes des dirigeants de l'Institution Génévoise sont toujours les mêmes; leurs intérêts dictent aussi bien leur politique générale que leur politique balkanique. Pourtant, vu les conditions spéciales existant aux Balkans, les relations entre les oppresseurs et les opprimés dans ces pays, la politique d'une dénationalisation systématique et brutale qui y est pratiquée, l'attitude de la S.D.N. vis-à-vis de ces peuples et minorités devient d'une crasse toute particulière. Les formules de Briand, de Franco-Mello, et de leur choeur pour l'assimilation des minorités s'expriment dans les pays balkaniques par une oppression et un joug anouï. Elles s'expriment par la terreur, par des flots de sang, par des assassinats, par l'extermination physique.

Malgré les traités «de paix», malgré les traités spéciaux pour «la protection des minorités», nous avons, dans les pays balkaniques, des peuples tout entiers et de grosses minorités qu'on ne reconnaît pas comme des entités ethniques. Ces peuples représentent, cependant, presque la moitié de la population totale des Balkans.

C'est ainsi que les oppresseurs grand-serbes ne reconnaissent point comme des peuples les Croates, les Slovènes,

les Bosniaques, les Monténégrins, les Bulgares, les Albanais et les Macédoniens, de Yougoslavie; et ils ne les reconnaissent même pas comme des minorités nationales. Si, jusqu'à l'instauration de la dictature d'*Alexandre le Sanguinaire*, les Croates et les Slovènes étaient encore considérés comme des peuples, des entités ethniques, et avaient encore, dans une certaine mesure, la possibilité de développer leur culture, d'avoir leurs organisations nationales et culturelles, ils sont, aujourd'hui, privés de tous ces droits élémentaires. La politique pratiquée par la dictature, est d'assimiler ces peuples à culture centenaire, de les serbiser. La même politique sévit vis-à-vis des minorités nationales, comme les Allemands, les Hongrois et les Roumains de Voïvodina et de Croatie, et vis-à-vis des Roumains de l'Ancienne Serbie. Le régime dont sont victimes tous ces peuples et minorités, n'est que trop connu.

En Grèce, nous constatons les mêmes méthodes vis-à-vis des Macédoniens non-grecs — bulgares, juifs et aroumains — des Thraciens non-grecs — turcs et bulgares — et des Albanais de Tchamria.

En Roumanie, nous constatons la même politique vis-à-vis des Bessarabiens — juifs, moldovanes, ukrainiens, russes et bulgares — des Dobroudjanais — bulgares, turcs et allemands — et des Juifs, des Allemands, Hongrois et Ukrainiens habitant la Transylvanie, la Bukovine et l'ancienne Roumanie.

En Bulgarie, enfin, nous constatons les mêmes tendances dans la politique de l'Etat vis-à-vis de la population non-bulgare habitant le pays.

*) Voir «Féd. Balk.» No. 129/30 du 1er mars 1930.

La question des minorités nationales et des peuples nationalement opprimés, est la question cardinale pour les Balkans. Elle a joué et elle jouera, jusqu'à sa vraie solution, un rôle de premier ordre dans la situation politique de ces pays. Des quarante deux millions peuplant les Balkans, les dix sept millions, c'est-à-dire les 40% de la population entière de la Péninsule, appartiennent aux peuples opprimés et aux minorités nationales.

Quelle a été et est l'attitude de la S. D. N. vis-à-vis de ces peuples et minorités? La réponse est brève et catégorique: elle a été nettement et absolument indifférente, sinon hostile.

La situation des peuples nationalement opprimés et des minorités nationales des Balkans est bien connue par l'Institution internationale Genève. On a publié quantité de livres, brochures, résolutions, mémorandums, appels et articles dans les revues et les journaux, décrivant le régime insupportable auquel sont soumis ces peuples et minorités; le contenu de ces écrits doit être connu et est connu par cette Institution, en sa qualité d'organe responsable de contrôle, d'organe chargé d'obliger les gouvernements balkaniques respectifs à exécuter les obligations assumées par les conventions et les traités signés par eux.

Mais cette Institution n'a rien fait du tout. Les peuples balkaniques opprimés et les minorités nationales, dans leur majorité, lui ont adressé d'innombrables pétitions, la priant de faire mettre fin aux violences qu'ils supportent. Elle, cette Institution «d'un grand prestige moral», comme s'expriment ses admirateurs, est restée sourde à ces appels.

Les Albanais de Cossovo ont adressé des mémorandums à Genève, dans lesquels ils ont décrit en termes saisissants la politique serbe de dénationalisation. Le représentant albanais à la S. D. N., a soulevé à plusieurs reprises cette question devant elle. A toutes ses démarches, une seule réponse a été donnée: la situation au Cossovo n'est pas aussi grave que le représente le délégué albanais et la population albanaise du Cossovo.

Un comité de Londres a pris la défense des Juifs de Salonique et a protesté auprès de la S. D. N. contre les traitements à eux infligés par le gouvernement grec, en dépit des déclarations solennelles de M. Vénizélos à la «Conférence de Paix» de 1919. Résultat: le mémorandum est resté dans les archives.

Les mêmes résultats ont été obtenus par les pétitions adressées par d'autres peuples opprimés et minorités nationales.

Des pétitions spéciales ont été envoyées par un grand nombre de représentants des peuples opprimés et minorités nationales balkaniques au Comité spécial chargé de s'oc-

cuper de la question des minorités nationales, fondé il y a un an à propos de la question soulevée par Streseman relativement à la politique de dénationalisation que le gouvernement polonais pratiquait vis-à-vis des minorités nationales dans ce pays.

Dans ces exposés étaient revendiqués les droits nationaux, culturels, religieux et juridiques. On pouvait prévoir d'avance le résultat de ces démarches. En effet, la S. D. N. ne les a point prises en considération — elles ont été classées dans les archives.

Il y a à peu près un mois et demi, deux des représentants des plus en vue du peuple croate, Karnévitch et Kochoutitch, des collaborateurs des plus proches de Raditch, ont adressé à nouveau un mémorandum à la S. D. N. Dans ce mémorandum, après avoir décrit le régime de terreur politique et d'oppression nationale dont est victime le peuple croate, après avoir décrit les tortures médiévales auxquelles sont soumis les militants nationaux croates et les dirigeants des ouvriers et paysans révolutionnaires croates, après avoir fourni des précisions sur les assassinats perpétrés en tentative de fuite, etc., les représentants croates ont demandé à la S. D. N. de nommer une commission internationale devant visiter les prisons et enquêter sur le régime.

Naturellement, nulle suite n'a été donnée à ce mémorandum. Karnévitch et Kochoutitch ont été déçus. Bien à tort. Car, avant d'adresser ce mémorandum, ils auraient dû savoir que cette S. D. N., où le gouvernement yougoslave occupe une place importante et a plusieurs soutiens, n'entreprendrait rien contre le régime sanglant de la dictature grand-serbe. Ils devaient savoir que l'oeuvre de cette S. D. N., qui a déjà son histoire, a été toujours dirigée dans le sens et l'esprit du Traité de Versailles et des autres «Traités de Paix», c'est à dire, par les principes qui guident le gouvernement yougoslave lui-même. Vis-à-vis des peuples opprimés et minorités nationales en Yougoslavie, et spécialement vis-à-vis du peuple croate, cette S. D. N., a donc soutenu et continue à soutenir la politique de dénationalisation des chauvins et impérialistes serbes.

La conclusion qui s'impose de l'exposé ci-dessus est claire:

Les peuples balkaniques nationalement opprimés et les minorités nationales ne peuvent point attendre une amélioration à leur situation de cette S. D. N., qui agit comme un organe exécutif de l'Impérialisme mondial et balkanique, lui servant à masquer son oppression et son exploitation.

L'attitude de l'Institution de Genève vis-à-vis de notre pays, la Macédoine, est identique. Cette attitude, nous l'examinerons dans un prochain article.

D. Vlahoff

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER UNTERDRÜCKTEN VÖLKER UND NATIONALEN MINDERHEITEN DES BALKANS

Eine Deklaration der Dobrudschanischen Revolutionären Organisation (DRO)

zur innerpolitischen Lage Rumäniens, zum Wahlkampf und zu den Aufgaben der DRO

Die Dobrudschanische Revolutionäre Organisation DRO hatte vor kurzem an die Dobrudschaner eine Deklaration über die innere Lage Rumäniens und Dobrudscha's, über die Wahlen, und über ihre Tätigkeit gerichtet. Wir bringen hier diese Deklaration in der Uebersetzung, um unseren Lesern den tiefgefährlichen Ernst der Lage in Rumänien und in der Dobrudscha noch einmal vor Augen zu halten.

«In ihrer Innen- und Außenpolitik, in der Politik gegenüber den Arbeitern und Bauern, in der Behandlung der großen Wirtschaftsfragen, in ihrem Verhalten zu den unterdrückten Nationalminderheiten und speziell zur dobdrudschanischen Bevölkerung, in der Frage der Kolonisierung, des Bodenraubes, der Konfiszierung des Bodens der bulgarischen Bevölkerung, der administrativen Willkür und Korruption geht die Regierung der Nationalzaramisten. (NZ) entschieden den Weg aller bisherigen reaktionären Regierungen Rumäniens.

Von Guaden der Imperialisten und mit demagogischen Versprechen, die die unter dem unerträglichen Regime der Liberalen leidenden Massen mitrissen, an die Macht gekommen, warf die Maniu-Regierung ihre demokratische Hülle ab und

entlarvte ihr wahres Wesen als Beschützer der Stadt- und Dorfbourgeoisie, Werkzeug der Imperialisten und Unterdrücker der Arbeiter- und Bauernmassen, ohne Unterschied des Glaubens und der Nation.

Parallel mit allen Unterdrückungsmaßnahmen, die mit gleicher Kraft auf den Volksmassen ganz Rumäniens lasten, parallel mit den unerträglichen Steuern, der wachsenden Teuerung, der ausbeuterischen Behandlung der Fragen des Arbeitstages und -Lohnes und der Arbeitslosigkeit, setzte die Regierung Maniu in der Dobrudscha mit verstärkter Macht das Regime der nationalen Unterdrückung der dobdrudschanischen werktätigen Massen fort. Sie hob das Bodengesetz, kraft dessen den Bauern ein Drittel ihres Bodens konfisziert und sie in eine verzweifelte wirtschaftliche Lage gebracht wurden, nicht auf. Sie hob nicht auf und stellte nicht ein die «Nachprüfung des Eigentums», durch welche Tausende Kleinbauern das Stück Boden, das sie besaßen, verloren. Sie hob die Sequestur über den Besitz Tausender Bulgaren, meist Kleineigentümer, nicht nur nicht auf, sondern sie ordnete darüber hinaus seine Beschlagnahme und den Verkauf an. Sie setzte das von ihren Vor-

gängern in Angriff genommene Kolonisierungswerk fort, indem ihre Agenten heute noch immer Mazedonien und Bulgarien bereisen und unglückliche Arumänen (Kutzowalachen) anlocken, die hier, ihrem Schicksal preisgegeben, auf die friedliche dobrudschanische Bevölkerung gehetzt werden. Mit Terrormitteln und faschistischen Methoden setzte sie die Politik der *Denationalisierung* fort, indem sie selbst Banden organisiert oder durch ihre Polizei Massenverhaftungen vornimmt, Mißhandlungen und Morde organisiert. Die Blutspuren in ganz Dobrudscha, die unmenschlichen Inquisitionen und Massenmorde in den Dörfern *Tschair* (Bezirk Dobritsch), *Babuk* (Bezirk Silistra) usw. sind die unwiderlegbaren Beweise dessen.

Die Bevölkerung ist wirtschaftlich zerrütet. Zu den unerträglichen Steuerlasten kommt noch hinzu das berüchtigte Bestechungswesen im Staatsapparat, wodurch die Bevölkerung ausgeplündert wird, während das Wucherkapital mit seinen Zinsen von 100 bis 150% das übrige besorgt.

Unter solchen Verhältnissen werden nun Kreis- und Gemeindewahlen im Land durchgeführt werden. Es steht außer jedem Zweifel, daß diese Wahlen im Zeichen des verstärkten blutigen Terrors vor sich gehen werden. Die NZ haben schon ihre faschistischen Truppen, die *«Voinci»*, geschaffen, mit denen sie die Wahlen durchführen werden. Solche Organisationen schaffen auch die reaktionären Liberalen. Es sind auch die offen faschistischen Banden *«Actiunea Rumaneasca»* — speziell für die Dobrudscha — und *«Cultul Patriei»* ins Leben gerufen worden, deren Bluttaten ihren *«Patriotismus»* beweisen.

Jeden Kredits unter den Bauernmassen verlustig, vom sich verstärkenden Kampf dieser Massen beunruhigt, werden die NZ und die gesamte reaktionäre Clique, einschließlich der Sozialfaschisten, alles unternehmen, um die Unzufriedenheit und den Kampf der Massen durch Terror zu unterdrücken und die Wahlen zu *«gewinnen»*. Die Wahlen werden eine blutige Prüfung für die werktätigen Massen in Stadt und Land sein. Obwohl sie die soziale und nationale Befreiung des dobrudschanischen Volkes nicht bringen werden, sind sie doch ein wichtiges Moment im allgemeinen Kampf gegen die Unterdrückung.

Die DRO ruft die unterdrückten werktätigen Massen auf, sich an diesem Kampf aktiv zu beteiligen. Die DRO erklärt offen, daß sie zur Durchführung ihrer Aufgaben — der Verteidigung der unmittelbaren Interessen der dobrudschanischen Massen — sowie zur Er kämpfung ihres Endziels — *der Freiheit und Unabhängigkeit der Dobrudscha* — den Kampf gemeinsam mit allen Arbeitern und Bauern Rumäniens, sowie allen national Unterdrückten, auf denen das faschistische Joch mit gleicher Wucht lastet, fortsetzen wird und ruft die dobrudschanischen Volksmassen ohne Unterschied der Nation auf, sich um diese *Einheitsfront* zusammenzuschließen. Im bevorstehenden Wahlkampf wird sich das dobrudschanische Volk, trotz Terror, entschieden an die Seite des *Arbeiter- und Bauernblocks*, des einzigen Beschützers der wirtschaftlichen und politischen Interessen der unterdrückten Volksmassen, stellen.

Im Zusammenhang damit macht die DRO das dobrudschanische Volk auf die Tätigkeit der eigenen — bulgarischen, türkischen usw. — Bourgeoisie aufmerksam, die mit vollem Einverständnis und Unterstützung der rumänischen Behörden die bodenlose und bis aufs Hemd ausgeplünderte Bevölkerung ausbeutet. Diese Volkspeiniger, Sprößlinge der alten *«Tschorbadschi»* (Großgrundbesitzer), sind heute die besten Helfer des rumänischen Tyrannenregimes, mit dessen Unterstützung sie ungeheure Reichtümer zusammenraffen. Die Volksmassen der Dobrudscha müssen wissen, daß der Versuch der Vertreter des bulgarischen Faschismus, die sogenannte *«Minoritätenpartei»* zu gründen, ein Versuch ist, die Massen vom richtigen Weg des Kampfes abzuhalten. Die dobrudschanischen Massen müssen darum die Bestrebungen der eigenen Faschisten schonungslos entlarven und entschlossen gegen sie kämpfen. Die Agenten des bulgarischen Faschismus und Chauvinismus: *Batschwarow, Manolow, Toschew, L. Stantschew* u. a., von Sofia und Bukarest inspiriert, sind Vertreter jenes *Werchowismus* der bulgarischen Bourgeoisie, der versuchte, die mazedonische revolutionäre Bewegung zugrunde zu richten und bemüht ist, sich auch in der Dobrudscha einzunisten.

Die DRO, als Vertreter der kämpfenden Volksmassen der Dobrudscha, deklariert, daß sie sich mit gleicher Entschlossenheit sowohl gegen die rumänische tyrannische Herrschaft wie gegen die annexionistische und Eroberungspolitik der bulgarischen faschistischen Regierung, die hier durch ihre Agenten den Kampf des dobrudschanischen Volkes spaltet und verkauft, richtet. Denn auch in Bulgarien selbst wird jeder aktive Kampf der dobrudschanischen Emigranten durch Terror, Verhaftungen und Mißhandlungen unterdrückt. Ja, der in der letzten Zeit in Bulgarien gegen die dobrudschanische Emigration betriebene Terror wettert mit dem rumänischen Terror. Der

im November 1929 in *Rasgrad* abgehaltene Kongreß der Emigration fand unter dem Zeichen des Revolvers der Polizei und der Terrorbanden statt. Dort versuchte der bulgarische Faschismus und seine Werkzeuge, die *Kjamilews, H. Iwanow, A. Stoyanow* u. a., mit der vorbehaltlosen Unterstützung der bulgarischen *Sozialfaschisten*, die Bewegung der Emigration durch Polizei und Räuberbanden niederzuwerfen und sie vom richtigen Kampfweg abzuhalten. Unter ihrer Führung und durch die räuberische Organisation der WDRO, mit stillschweigendem Einverständnis der Regierung, werden die provokatorischen Banden der WDRO, mit Waffen aus den bulgarischen Militärdepots versehen, in die Dobrudscha geschickt. Diese Banditen, in ihrer Mehrheit Agenten der bulgarischen *«Öffentlichen Sicherheit»*, plündern und morden friedliche Bauern und liefern dadurch den vertierten rumänischen Gendarmen die ruhige Bevölkerung aus. Das Beispiel des Ueberfalls im Dorfe *Karabaschi* (Bezirk Dobritsch), wo bei einem Plünderungsversuch dieser Banden ein Bauer ermordet und einige verwundet wurden, ist noch frisch in Erinnerung. In Bulgarien festgenommen, wurden die Banditen auf Geheiß der Regierung freigelassen.

Die DRO ruft die ausgestoßenen Söhne der *Dobrudscha*, die das schwere Los der Emigration tragen, auf, sich in ihren Organisationen fest zusammenzuschließen, ihren Kampf zu verstärken, ihre Reihen von allen Agenten des Faschismus, Annexionismus und Patriotismus, die sich in der Organisation mit Hilfe der Polizei eingenistet haben, zu säubern und dem Exekutivkomitee des Bundes *«Dobrudscha»*, das die dobrudschanische Befreiung fremden Interessen dienstbar macht, jede Unterstützung zu versagen und die Beziehungen zu ihm abzubrechen.

Dem verstärkten Terror der NZ, den immer häufigeren Ausschreitungen der faschistischen Banden, den tagtäglichen Willkürakten und Plünderungszügen der von den Behörden bewaffneten Kutzowalachen, den kläglichen Versuchen der bulgarischen faschistischen Werkzeuge, unsere Befreiung zu hemmen, müssen die breiten Volksmassen der Dobrudscha entschlossenen Massenwiderstand leisten.

Die DRO ruft alle, die unter der nationalen und sozialen Unterdrückung leiden, auf, sich unter ihrer stolz entrollten Fahne zu sammeln, den Kampf gegen die Sklaverei zu verstärken und durch revolutionäre Massenarbeit, in Einheitsfront mit allen national und sozial Geknechteten Rumäniens und Bulgariens den *bewaffneten Aufstand vorzubereiten*, der allein dieser Sklaverei ein Ende machen wird.

Die Regierung der NZ schwimmt in ihrer Außenpolitik ganz im Fahrwasser des Imperialismus. Sie hat die rumänischen Arbeiter und Bauern, auch die dobrudschanischen, endgültig dem Antisowjetblock ausgeliefert. Fieberhaft wird der Krieg gegen die Sowjetunion vorbereitet. Die Erhöhung des Kriegsbudget um 1½ Milliarden Lei, der Besuch des Marschalls *Pilsudski*, die Teilnahme französischer und anderer Generale an den Herbstmanövern, die geplante Donaubrücke beweisen das unwiderlegbar. Die Arbeiter und Bauern der Dobrudscha und Rumäniens werden als erste aufs Schlachtfeld gegen das Vaterland der Arbeiter und Bauern, wo die nationale Frage restlos gelöst ist, geführt werden.

Die DRO ruft das dobrudschanische Volk auf, ständig und unverzagt gegen diese Kriegsgefahr zu kämpfen, und wenn der Krieg ausbricht, die Waffen gegen seine Unterdrücker zu richten.

Es lebe der revolutionäre Kampf des dobrudschanischen Volkes für nationale und soziale Freiheit!

Es lebe der gemeinsame Kampf aller unterdrückten Völker!

Es lebe die dobrudschanische Volksrepublik!

Es lebe die Balkanföderation!

Es lebe die Dobrudschanische Revolutionäre Organisation!

Jänner 1930.

Zk der DRO»

Unter der Belgrader Diktatur

Der Prozeß von Kumanowo, ein wichtiges Datum in der mazedonischen Befreiungsbewegung

Das am 1. Februar verkündete Urteil des Staatsgerichtshofes von Belgrad, mit welchem mehrere Mazedonier an Kumanowo zu zwei bis sieben Jahre Kerker verurteilt wurden bildet ein wichtiges Datum in der Geschichte der Befreiungsbewegung Mazedoniens.

Diese Mazedonier und ihre Freunde anderer Städte Mazedoniens wurden verfolgt und verurteilt, weil sie verdäch-

tigt waren, für die Vereinigte Innere Mazedonische Revolutionäre Organisation ORIM Unifiée Sympathien zu hegen — für diese national-revolutionäre Gruppe, welche sich der faschistischen ORIM des Ivan Mikhailoff, der blutigen ORIM der blutdürstigen Komitadschis, die sich der Weißen Diktatur und Mussolini verkauft haben, mutig entgegenstellt.

Es ist bemerkenswert, daß diese Mazedonier aus Kumanowo im selben Momente verurteilt wurden, als unter dem Drucke der Großmächte Vereinbarungen zwischen Belgrad und Sofia zustande kommen, um die Probleme der bulgarisch-jugoslawischen Grenze, der doppelseitigen Besitze usw. zu regeln.

Im Momente also, wo die faschistische ORIM an diesen Vereinbarungen teilnimmt, wie sie übrigens an allen Aktionen der bulgarischen Regierung des Weißen Terrors teilnimmt, verfolgen die serbischen Behörden, in den bedeutendsten Städten Mazedoniens, die wirklichen Nationalrevolutionäre, die ehrlichen Bauern, die Hüter der heldenhaften Traditionen von Deltseff und Sandansky, auf deren Fußstapfen die ORIM Unifiée vorwärts schreitet.

Diese Feststellung ist wichtig.

Sie unterstreicht noch einmal den nationalen Verrat der ORIM Mikhailoffs, welche lediglich ein Werkzeug der bulgarischen Politik ist.

Sie unterstreicht, andererseits, die Kraft der revolutionären Ideen der ORIM Unifiée unter den mazedonischen Massen.

Wir haben immer und immer betont, daß die Attentate der Komitadschis keinesfalls die Gefühle des mazedonischen Volkes darstellen, daß die faschistische ORIM gar keine Sympathien bei den Mazedoniern der serbischen und griechischen Zonen besitzt, und daß sie dieselben durch ihre bewaffneten Einbrüche terrorisiert, nach welchen die Belgrader und Athener Regierungen auf die mazedonische Bevölkerung ihre furchtbaren Repressalien verüben.

Wir haben immer gesagt, daß in Mazedonien unter dem bulgarischen Joche und in der mazedonischen Emigration in Bulgarien die Lage absolut identisch ist, das heißt, daß, in

ihrer Masse, die Mazedonier die Führer der faschistischen ORIM hassen und verwünschen.

Die Massenverfolgungen der Anhänger der ORIM Unifiée in der serbischen Zone bilden das Gegenstück der Massenmorde mazedonischer Revolutionäre in der bulgarischen Zone, in Petritsch und Newrokop. Sie besiegeln fester noch das Bündnis der drei faschistischen Regierungen von Sofia, Belgrad und Athen gegen das mazedonische Volk.

Diese drei Regierungen haben keine andere Feinde als ihre Proletariate und deren natürliche Verbündete, die national-revolutionären Organisationen.

Sie werden sich immer inniger zusammenschließen, unter der Kontrolle der internationalen Finanz, um die Arbeiterbewegungen und diejenigen der unterjochten Nationalitäten zu zerdrücken.

Und sie werden sich der Hilfe der Demokraten und der Sozialdemokraten der ganzen Welt erfreuen können.

Sehen wir nicht, wie in Frankreich die Sofioter Regierung, welche 25.000 Bulgaren getötet hat, und die faschistische ORIM, welche ihr die Mörder lieferte, offiziell von der Liga der Menschenrechte geschützt werden? Ich weiß ganz gut, daß Herr Guernut, Abgeordneter, Generalsekretär der Liga, nicht intervenieren wird, im Namen seiner Organisation, zu Gunsten der verfolgten und verurteilten Anhänger der ORIM Unifiée, denn er hat sich zum Agenten der anderen ORIM gemacht, der ORIM der Mörder von Stambolitsky, von Dimo Hadji Dimoff, von Peter Tschauieff, von Todor Panitza, usw.

Diese Schlußfolgerungen sind es, die dem Prozess von Kumanowo seinen ganzen Wert geben.

Dieser Prozeß beweist uns aber auch, daß am Tage, an welchem die imperialistischen Mächte an ihre Vasallen am Balkan den Befehl ergehen lassen werden, gegen die USSR zu mobilisieren, diese Vasallen mit dem energischen Widerstande der unterdrückten Völker, in allererster Linie mit dem der Mazedonier, werden rechnen müssen.

Daniel Renault

Kroaten, mehr Kroaten her!

Die Belgrader Diktatoren verließen sich darauf, daß es ihnen sehr leicht fallen würde, der ganzen Welt Sand in die Augen zu streuen und ihre Diktaturregierung als eine Regierung, die sämtliche Völker in Jugoslawien vertritt, darzustellen. Vier Kroaten in der Regierung sollten die Rolle der Vertreter des kroatischen Volkes spielen; vor allem aber war Herr Dr. Koroschetz, der Führer der Klerikalen Partei, der stärksten Partei in Slowenien, der stärkste Trumpf in den Händen der Diktatur, um zu zeigen, daß ganz Slowenien die »Initiative« des Königs anerkennt, — die Initiative zur Proklamierung der Diktatur, zur Vernichtung aller politischen und bürgerlichen Rechte der Menschen und der nationalen Rechte der unterdrückten Nationen, zur Schaffung eines »einheitlichen« großserbischen Staates, genannt »Jugoslawien«.

Zum großen Leidwesen der Diktaturregierung, hatte die ganze Welt schnell eingesehen, daß die Kroaten in der Regierung niemanden vertreten, außer sich selbst und ein Häuflein Großbankiers, Industrieller und Großgrundbesitzer. Mit diesen »Kräften« konnten die Diktatoren nicht lange die Rolle einer »kroatischen« Regierung spielen, weil das gesamte kroatische Volk, weil die gesamten armen bäuerlichen und städtischen Massen am eigenen Leibe die Folgen ihrer kroatenfeindlichen Politik, ihres offenen Dienens dem ausbeuterischen und militaristischen Regime verspürten. Wie das kroatische Volk seine Feindschaft gegenüber diesen jämmerlichen Dienern der Diktatur und Mördern vieler von den besten Söhnen des kroatischen Volkes offen zum Ausdruck brachte, — beeilte sich der Pfaffe Koroschetz, die Last eines ministerlichen Mörders und nationalen Verräters von sich zu werfen, und trat in die Katholische Front ein, um sich vom politischen Tode zu retten.

Die Kroaten in der Regierung sind abgegriffen wie alte türkische Groschen. Nicht einmal ein kroatischer Bauernhund, vom kroatischen Bauern gar nicht zu sprechen, wollte ihnen folgen. Den Mördern des eigenen Volkes kann man nicht folgen! Und die Diktatur begab sich auf die Jagd nach Kroaten, insbesondere nach kroatischen Bauern, ehemaligen bekannten Mitgliedern der Kroatischen Bauernpartei Raditsch's. Die Diktatur versuchte, durch Huldigungsdeputationen der kroatischen Gemeinden, eine »Begeisterung« des kroatischen Volkes für den »einheitlichen« Staat Jugoslawien, der den

tausendjährigen kroatischen Staat und alle kroatischen kulturellen, sozialen und Bildungsinstituten vernichtet hat, eine »Begeisterung« für den König, nach dessen Willen die Führer der kroatischen Bauernpartei Stjepan Raditsch und Genossen ermordet wurden, darzustellen. Die Polizei hat die gewählten Vertreter der Gemeinden abgesetzt und an ihrer Stelle Kommissäre aufgestellt und diese Kommissäre entsendet, um vor dem König auf die Knie zu fallen. Diese zynische Komödie erschien der ganzen Welt häuchlerisch und abstoßend. Niemand, weder im Lande noch außerhalb des Landes, konnte gegenüber der Verspottung des kroatischen Volkes gleichgültig bleiben oder den durch die Polizei vorbereiteten Ansprachen der jämmerlichen Deputierten Glauben schenken.

Kroaten, aber nur mehr »andere«, »unabhängige« Kroaten her! So lautet dann die Anordnung des erzürnten und verwirrten königlichen Diktators, der fühlte, wie die ganze Welt seine Huldigungsdeputationen, die nach dem Vorbilde mittelalterlichen Tyrannen durch geführt wurden, auslacht.

Auf der Bühne zeigt sich der unabhängige Kroat Juraj Demetrowitsch, selbständiger Demokrat, ein angesehenes Mitglied der Pribitschewitsch-Partei. Man ernennt ihn zum Minister. Alle bezahlten Zeitungen der Diktatur singen ihm Loblieder. Aber es stellte sich sofort heraus, daß Demetrowitsch von den Pribitschewitsch-Anhängern längst von allen seinen Positionen in der Partei abgesetzt wurde, daß er seit langem in den größten geschäftlichen Machinationen der großserbischen Politiker beteiligt ist und einer der geheimen Hauptmacher bei den fetten Geschäften der Regimeleute ist. Er ist einer der besten Freunde der Leute rund um die Regimezeitung »Jugoslavenski Lloyd«.

Der Wagen der Diktatur sinkt immer tiefer in den Schlamm ein. Schwebende Schulden, unausgezahlte staatliche Arbeiten und unausbezahlte Invalide; die Kassen leer, die Bauernhöfe leer, ganze Dörfer und Kreise bereit zur Emigration sogar vor der Frühjahrsaussaat. Die ausländischen Bankiers geben kein Geld, weil sie keine Garantie haben, daß man die großen Abzahlungen und Zinsen für das gegebene Geld aus den Massen herauspressen kann.

Und in Belgrad tauchten neuerlich die »bekannt« politischen kroatischen Namen auf: Ivan Raditsch, Schuperina,

und ihnen ähnliche. Ivan Raditsch, ein Neffe Stjepan Raditschs, und Schuperina, eines der ältesten Mitglieder der Raditschpartei, kommen, um dem königlichen Diktator zu huldigen und Hilfe zu versprechen, daß das kroatische Volk auf den Weg der Diktatur gebracht werde. Die dankbare Diktatur gründete für Ivan Raditsch eine Zeitung, das Wochenblatt »Seljacki Glas« (Bauernstimme) und Ivan Raditsch, der Neffe des ermordeten Stjepan Raditsch, schrieb sofort einen Leitartikel, in welchem er sagt, daß Stjepan Raditsch tot sei und es bleiben nur mehr der König und das Volk. »Ehre dem Toten — die Lebenden an die Arbeit!«, das ist der Titel dieses Artikels. An die Arbeit!? »Zur Mitarbeit an der Verwirklichung der Ziele, die durch den Akt des 6. Januar gestellt wurden!...«

Ivan Raditsch und seine neuen »unabhängigen« Kroaten bereiten eine neue große Demonstration vor, »die größte und wichtigste Deputation, die aus ehemaligen Vertretern und Funktionären der aufgelösten Kroatischen Bauernpartei zusammengesetzt sein wird«.

Wer sind eigentlich diese neuen kroatischen »Vorkämpfer« der Diktatur? Ivan Raditsch wurde von Stjepan Raditsch persönlich aus den Kandidatenlisten gestrichen und seiner unsauberen Geschäfte wegen sozusagen mit einem Knüttel aus Zagreb ins Dorf zurückgetrieben. Schuperina und seine Gefolgschaft — das sind jene ehemaligen Raditschianer, die sich noch im Jahre 1926 in den Dienst des großserbischen Regimes gestellt hatten und aus der Partei herausgeworfen wurden, so daß sie nicht mehr ins Parlament gewählt werden konnten.

Jämmerlich ist das Vertrauen der Diktatur zu Ivan Raditsch, der den Mördern seines Onkels, den Mördern hunderter Kroaten huldigt, der die blutige Hand des Königs küßt ... für einen Beutel Geld.

Niemals war die Diktatur ihrem Sturze näher als heute mit diesen kroatischen Verbündeten, und niemals dem kroatischen Volke ferner als heute.

Die Diktatur bemüht sich, die Kroaten zu finden. Und wahrlich, sie kann sie auf keine Weise finden. Die Kroaten werden bald von selbst der Diktatur einen Besuch abstatten, aber nicht mit Huldigungsdeputationen, sondern mit der Waffe in der Hand. Nicht mit dem Papst oder mit Mussolini und Maedonald, sondern mit Sensen und Spaten, aus den entferntesten Dörfern, Schulter an Schulter mit uns Mazedoniern und den übrigen unterdrückten Völkern in Jugoslawien: gemeinsam mit den revolutionären Arbeitern, die durch ihren Kampf und ihre Opfer im Kampfe gegen die Diktatur Beispiele geben, die der Ehre und der Nachahmung würdig sind.

R. Radew

Die Redaktion: Nachdem wir obigen Artikel in der Balkan-Ausgabe der »Balkan-Föderation« veröffentlicht hatten, fanden wir in der kroatischen Raditsch-Presse in Amerika (»Hrvatski Glasnik«) eine Bestätigung unserer Enthüllungen über Ivan Raditsch, der seiner schmutzigen Geschäfte wegen noch im Jahre 1925 aus der Kroatischen Bauernpartei hinausgeworfen wurde. Von verlässlicher Seite erfahren wir, daß es sich hierbei nicht nur um Unterschlagungen von Beiträgen für das Bauernheim, sondern auch um manche Wechselfälschungen handelte.

Außerdem erfahren wir von unserem Belgrader Berichterstatter, daß Alexander sich anlässlich des Besuches Iwan Raditsch's besoff — aus Freude, daß es ihm gelungen war, den Neffen Stjepan Raditschs zu gewinnen und weil er jetzt glaubte, durch diesen das gesamte kroatische Volk gewinnen zu können. Der Mörder Stjepan Raditschs behielt Iwan Raditsch zum Abendbrot zurück, und als er betrunken war, küßte und umarmte er ihn die ganze Nacht hindurch.

Das griechisch-türkische Uebereinkommen

Die seit langer Zeit dauernden griechisch-türkischen Verhandlungen haben endlich zu einem vorläufigen Uebereinkommen zwischen den zwei Staaten geführt, das nur Differenzen auf dem wirtschaftlichen Gebiet regelt, das aber auch die Basis für ein späteres politisches Abkommen darstellen soll.

Aber auch die wirtschaftlichen Fragen sind nicht endgültig geregelt worden. Sie sind nur den neutralen Mitgliedern der Austauschkommission zur Entscheidung unterbreitet. Diese Entscheidung, die keineswegs bindend für die zwei Staaten ist, sondern von ihnen glatt abgelehnt werden kann, soll binnen 6 Monaten bekanntgegeben werden. Von der Annahme oder Ablehnung dieser Entscheidung hängt die Gültigkeit des Uebereinkommens ab.

Nun sehen wir uns die Sache näher an. Die »neutralen« Mitglieder der Austauschkommission, denen die Entscheidung zufällt, stehen unter dem Einfluß Englands, ihre Entscheidung wird folglich den politischen Zielen Englands entsprechen, das heißt der Vorbereitung des Krieges gegen die Sowjet-Union, und in diesem Sinne wird sie zugunsten der Türkei fallen, weil England der Türkei etwas bieten muß, um sie auch in die Antisowjetfront einzureihen. Und das, was England bietet, sind eben nichts anderes als wirtschaftliche Zugeständnisse auf Kosten Griechenlands. Griechenland wieder, das auf Geheiß und Verderb mit England verbunden ist, verzichtet auf die Differenz zwischen dem Vermögen, das die griechischen Flüchtlinge in der Türkei hinterlassen haben, und dem von den türkischen Flüchtlingen in Griechenland hinterlassenen Vermögen, die, nach einigen Angaben, 95 Milliarden beträgt.

Jetzt einiges über die Beweggründe, die Griechenland veranlaßt haben, auf diese großen Zugeständnisse einzugehen. Erstens der Einfluß Englands, und zweitens die Verstärkung der türkischen Flotte durch die Wiederherstellung des Linienschiffes »Goeben«, das das Kräfteverhältnis der griechischen und türkischen Flotte zu ungunsten Griechenlands verschob. Griechenland will nun durch diese wirtschaftlichen Zugeständnisse ein politisches Freundschaftsabkommen mit der Türkei erzielen, das von einem Vertrag zur Einschränkung der Seerüstungen gefolgt werden soll. Ein anderer Grund ist die Hoffnung Griechenlands, die Auswanderung der griechischen Bevölkerung Konstantinopels zu verhindern, was am besten durch freundliche Beziehungen zu der Türkei erreicht werden kann. Die Bedeutung dieses letzten Grundes ist klar. Die griechische Bevölkerung in Konstantinopel bildet die Basis eines zukünftigen Krieges für die Eroberung Konstantinopels und dadurch für die Verwirklichung des noch nicht aufgegebenen Traumes eines »Großgriechenland«. Charakteristisch in diesem Zusammenhang sind die Erklärungen Zaisitianos zu erwähnen, der offen über die Notwendigkeit der Wiedereroberung Ostthraziens sprach.

Das sind in kurzen und allgemeinen Worten die Gründe der Konzessionen Griechenlands an die Türkei. Ueber alles steht aber als wichtigster Grund die furchtbar wütende Wirtschaftskrise und die Hoffnung Griechenlands, durch einen Krieg gegen die Sowjet-Union aus dieser Krise herauszukommen. Wieder werden die bürgerlichen Parteien und Zeitungen über die friedensliebende Politik Griechenlands schreien, wieder wird Venizelos, dieser Henker der werktätigen Massen Griechenlands, als der Friedensengel auf dem Balkan hingestellt werden. Die Arbeiter und arme Bauernmassen Griechenlands, wie die Werktätigen der unterdrückten Völker und nationalen Minderheiten, die die Folgen dieser Kriegspolitik Venizelos auf ihrem eigenen Leibe spüren, können aber nicht weiter an der Nase geführt werden. Sie sind schon längst hinter diese politischen Manöver der Bourgeoisie gekommen und durchschauen alle diese Friedens-Kriegsverträge. Dieser neue Schritt zur Vorbereitung des Anti-Sowjetblocks auf dem Balkan, der die verschiedenen Balkanregierungen trotz ihren unüberwindbaren Gegensätzen gegen das Vaterland der Werktätigen der ganzen Welt führen soll, muß die breiten Massen des Balkans anspornen, ihren Block, die Balkan-Föderation der freien Republiken der Werktätigen, noch intensiver vorzubereiten.

P—nos

Prix de la simple Edition: A ou B: par No.: doll.: 0.05; fr. suisse: 0.25; fr. frs.: 1.25; mark: 0.20; schilling: 0.30. Abonnement 6 mois: doll.: 0.60; fr. suisses: 3.-; fr. frs.: 15.-; marks: 2.40; schillings: 3.60.

SOMMAIRE

Notre nouvelle adresse: Wien, IX., Postamt 71, Postfach 50
Prière d'adresser tout envoi d'argent à »La Fédération Balkanique«
— Postscheckkonto No. D-73.796 Wien, Autriche —

Prix de la double Edition: A et B: par No.: doll.: 0.10; fr. suisse: 0.50; fr. frs.: 2.50; mark: 0.40; schilling 0.60. Abonnement: 6 mois: doll.: 1.20; fr. suisses: 6.-; fr. frs.: 30.-; marks: 4.80; schillings 7.20.

Texte français (pages 2867—2861)

P. Louis: La Quinzaine Politique — G. Kazanovsky: Les nouveaux assassinats de la bande d'Iv. Mikhaïloff — Char: La nouvelle croisade — P—nos: La Convention gréco-turque — S. Karachévitch: Le procès des »29« à Belgrade — D. Vlahoff: La Société des Nations, les peuples opprimés et les minorités nationales

Texte allemand (pages 2861—2864)

Eine Deklaration der Dobrudschanischen Revolutionären Organisation (DRO) — D. Renoult: Unter der Belgrader Diktatur — R. Radew: Kroaten, mehr Kroaten her — P—nos: Das griechisch-türkische Uebereinkommen